

LE PRINTEMPS ARABE : UNE RÉVOLUTION CONTESTÉE

Les organismes d'exportation de la «démocratie»

(7^e partie)

Depuis son bureau du Département d'Etat, tout près de celui d'Hillary Clinton, Alec Ross, le responsable de la eDiplomacy du Département d'Etat (3^e, 4^e et 6^e parties), écrira cet autre message aux bloggeurs tunisiens et égyptiens formés dans les TechCamps ou les réseaux Soros : «Nous voulons nous joindre à vos conversations.» Signé #State-Dept !

C'est en arabe, svp, une langue dont Ross ne connaît pas un traître mot, que ce message a été posté sur Twitter : la Maison-Blanche faisait la «révolution» avec le culot d'un ignare en bonnes manières improvisé diplomate dans le pays de l'Oncle Sam. Le Département d'Etat dialogue en direct avec des cyberdissidents à sa solde, sans craindre d'être taxé d'ingérence. Quand, en pleine «révolution», le gouvernement égyptien bloque Twitter, Ross contacte son ami Eric Schmidt, fondateur de Google, pour lancer une messagerie vocale autorisant les contacts entre cyberdissidents. Peut-il le faire sans l'autorisation d'Hillary Clinton ? Après la réussite des «printemps» tunisien et égyptien, Alec Ross dira : «La Tunisie et l'Égypte sont les deux plus beaux succès de la nouvelle diplomatie américaine.» Puis, face à des étudiants, il assène avec une certitude décoiffante, «il faut maintenant quelques mois pour réussir une révolution», laissant clairement entendre que la Maison-Blanche a ce moyen. Il ne doit pas ignorer qu'elle use des armes moins pacifiques que des ordis et des portables pour arriver à ses fins... Alain Juillet, ancien directeur du renseignement à la DGSE, est convaincu que cela est possible : «On n'a jamais vu ça. Deux révolutions arabes montées et pilotées par internet en Tunisie et en Égypte. Ce n'est qu'un début.» Un agent secret ne doit pas ignorer que la guerre cybernétique doit être accompagnée d'une guerre de basse intensité pour aboutir. Dans un entretien, Ross avouera qu'il était directement en contact avec les opposants en Libye, et qu'en Syrie son rôle était de permettre aux «activistes de rester en vie et leur fournir un accès à la technologie», cela inclue les groupe d'An-Nousra et les autres groupes criminels, cela va sans dire, et qui sont d'ailleurs entraînés par des soldats états-uniens en Turquie et en Jordanie.

Michael Posner, le sous-secrétaire d'Etat américain pour les droits de l'homme et le travail, a déclaré que le gouvernement américain a employé un budget de 50 millions de dollars entre 2010 et 2011 pour «développer de nouvelles technologies pour aider les militants à se protéger contre les arrestations et les poursuites par des gouvernements autoritaires» et que son pays a «organisé des séances de formation pour 5 000 militants dans différentes parties du monde». 5 000 traîtres pris en charge par les ONG-écrans de la CIA, qui leur offrent voyages gratuits et per diem pour une formation express à la «révolution 2.0» qu'ils sont chargés de copier-coller à d'autres collabos dans un réflexe pavlovien de «révolutionnaires» spontanés.

C'est par les preuves et les faits qu'on peut comprendre qu'aux Etats-Unis, les cloisons ne sont pas étanches entre l'Etat, la politique, l'argent et l'espionnage. Certains organismes américains sont dits «non gouvernementaux» ou à «but non lucratif» alors qu'ils ont été créés sur instruction de la Maison-Blanche, et le plus bel exemple de ces ONG est l'International Crisis Group et les autres fondations du néo-conservateur juif Soros. Les plus emblématiques d'entre elles sont financées par l'administration américaine, comme la NED, l'IRI, le NDI, et la Freedom House (FH). Ces organisations ont été impliquées dans des coups d'Etat, des opérations de déstabilisation, et l'ont été



Maamar Khadafi.

dans le coup du siècle de la Maison-Blanche, le «printemps arabe». Il a été prouvé que tous ces organismes ont été impliqués dans les «révolutions colorées» qui ont eu lieu en Serbie (2000), en Géorgie (2003), en Ukraine (2004), au Kirghizistan (2005)...

Des dissidents pour couvrir les mercenaires

Les collaborateurs américains du «printemps arabe» qui n'obtiendront pas des médailles ou des titres de la prestigieuse Nobel comme l'islamiste yéménite Tawakkul ou de Foreign Policy Karman [6^e partie] se verront attribuer des postes politiques alors qu'ils n'ont rien à voir avec la chose, comme ce Slim Amamou, qui sera nommé secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports en Tunisie après la «Révolution du jasmin» ! Il fera quatre mois avant de comprendre que le poste est trop lourd pour lui et reconnaîtra après sa démission (23 mai 2011) qu'il a lui-même été «aidé» par des organismes américains dans une déclaration filmée qui fera date ! En plus de l'atelier de Beyrouth sus-cité, il a assisté en mai 2009 à deux ateliers organisés au Caire, l'un par le gouvernement américain et l'autre par l'Open Society Institute de

George Soros et, depuis, il restera en contact avec de nombreux cyberdissidents du monde arabe, les futurs faiseurs de «révolutions» dont l'Oncle Sam a constitué le puissant réseau international où Serbes et Croates se mélangent à des Sud-Américains, des Arabes à des Asiatiques, sous la direction d'officiers spécialisés en manipulation des foules et des experts donneurs de leçons sur les gadgets d'espions qui leur sont offerts, comme des ordis et des téléphones à navigation incognito ou à effaceurs de données. Durant la «révolution», Slim Amamou est arrêté le 6 janvier 2011 avec son ami Azyz Amami : en un clin d'œil, il a pu activer la géolocalisation de son téléphone mobile, permettant à la CIA et aux internautes de le suivre jusqu'au poste de police. Le Libyan Youth Movement, principale organisation d'opposition au «régime» de Maamar Khadafi, a lui aussi bénéficié de formation dans les TechCamps. Mais son rôle a été minime car les Libyens qui les suivaient ont vite compris la manipulation américaine. Déjà informé par Ben Ali et Moubarak de l'ampleur du complot, Khadafi a, dès le début des manifestations,

appelé des manifestants et des opposants de la base et a discuté avec eux, leur promettant une nouvelle constitution. Contents de la promesse, ils sont tous rentrés chez eux, sauf les djihadistes et les «islamistes» qui ont continué les manifestations avant de prendre Benghazi et d'être rejoints par leurs meneurs, dont les ministres Abdel-Jalil et Mahmoud Jibril, qui ont tout manigancé en secret, le ministre de la Justice ayant même réussi à convaincre le guide libyen en 2010 de libérer plus de 400 terroristes du Groupe islamique combattant libyen. Avec Benghazi comme zone d'exclusion, pour utiliser le terme militaire, les «manifestants», en vérité les terroristes relâchés par Abdel-Jalil, fournis en armes à partir de l'Égypte et de la Tunisie de l'après-Ben Ali et Moubarak, ont pu déboulonner Kadhafi non sans l'aide militaire de leurs commanditaires de l'OTAN... La «révolution» libyenne est essentiellement le fait du GICL et s'est faite par des actions violentes contre les civils et les militaires, de même qu'elle était soutenue par des officiers français infiltrés bien avant les manifestations.

Avec Benghazi comme zone d'exclusion, pour utiliser le terme militaire, les «manifestants», en vérité les terroristes relâchés par Abdel-Jalil, fournis en armes à partir de l'Égypte et de la Tunisie de l'après-Ben Ali et Moubarak, ont pu déboulonner Kadhafi non sans l'aide militaire de leurs commanditaires de l'OTAN... La «révolution» libyenne est essentiellement le fait du GICL et s'est faite par des actions violentes contre les civils et les militaires, de même qu'elle était soutenue par des officiers français infiltrés bien avant les manifestations.

Les plus emblématiques d'entre elles sont financées par l'administration américaine, comme la NED, l'IRI, le NDI, et la Freedom House (FH).

Ces organisations ont été impliquées dans des coups d'Etat, des opérations de déstabilisation, et l'ont été dans le coup du siècle de la Maison-Blanche, le «Printemps arabe».

nière du Mouvement pour la justice et le développement pour financer une chaîne de télévision ainsi que pour diverses activités antigouvernementales à l'intérieur de la Syrie. En outre, un télégramme de l'ambassade des Etats-Unis à Damas révèle qu'une somme de 12 millions de dollars a été versée de 2005 à 2010 au volet syrien du programme du

Département d'Etat nommé Initiative de partenariat pour le Moyen-Orient (Middle East Partnership Initiative).

Des collabos jusqu'au sommet de l'Etat

Le Serbe Srdja Popovic, formateur ès-révolutions de Canvas, dit dans une conférence à l'université de Columbia au sujet de la «révolution» du jasmin et de la place Tahrir : «Ce n'était pas une révolution spontanée de 19 jours. Oubliez cette histoire de révolution. Ceci est une compréhension superficielle de la chose.» Avec Canvas, Belgrade est devenue le siège ou La Mecque de la «révolution permanente» au profit de l'Oncle Sam, en faisant croire à des écervelés qu'ils sont des Che Guevara, des Mao, des Gandhi ou des Mandela. Celui qui organise des «révolutions» comme des love parade et qui semble avoir même emprunté de la désobéissance civile telle que pratiquée par le FIS à la place du 1^{er}-Mai, de la place Tien An-Men, dit que Canvas a formé des «militants» de 37 pays et que 5 «révolutions» ont réussi dont celle d'Égypte et de Tunisie, et que d'autres sont en préparation dans une douzaine de pays. Des «révolutions» comme dans une batterie de poules pondeuses....

Insatiable Oncle Sam ! Oui, tout était préparé, planifié, codé, avec les différents intervenants, ces jeunes écervelés manipulés mais aussi les traîtres en haut lieu (en Libye comme en Tunisie, en Égypte et en Syrie), ainsi que les mercenaires et les snipers bien entraînés qui ont été infiltrés, notamment avec la complicité de certains officiers supérieurs des pays ciblés. Rien n'était spontané comme n'était nullement hasardeux l'achat du tour de présidence 2011 de la Ligue arabe à l'autorité palestinienne par le Qatar, le pays-clé sur lequel 99% du complot américain était basé. Pour le chercheur Tony Cartalucci, tout le «Printemps arabe», depuis son point de départ tunisien, est l'œuvre des organisations américaines

liées à des sociétés qui récoltent maintenant les dividendes de ce qu'elles ont semé. La e-Diplomacy mise en œuvre par Hillary Clinton est un système sophistiqué qui comprend des institutions et des ONG, des collaborateurs et des manipulés, y compris à un très haut niveau de la hiérarchie : cela a été le cas en Tunisie, en Égypte et en Syrie mais surtout en Libye. Le «Printemps arabe» n'a pas réussi dans le pays où les conditions de vie sont parmi les plus mauvaises, et la corruption la plus flagrante et la plus immonde : l'Algérie, et ce, non pas parce que le pays n'a pas été visé par la Maison-Blanche et le Qatar, mais parce que ces derniers n'avaient pas suffisamment d'agents, parce que les traîtres au sommet n'existaient pas et que le pouvoir a su déjouer le complot en offrant de l'argent aux jeunes (Ansej) et en ne tirant même pas une seule balle en caoutchouc sur les manifestants. Le pouvoir, qui a tué 126 personnes lors des événements de Kabylie (entre 2001 et 2002), n'a pas usé de la violence en 2011, car il savait que sa seule chance consistait à faire l'autruche. Or, les pouvoirs (en Tunisie, en Égypte et en Libye) qui n'ont pas les mains aussi tachées de sang sont tombés dans l'excès, en légitime défense, sans doute, comme nous le verrons dans une autre étude.

**A. E. T.
(A suivre)**

1. www.tunisie-secret.com/explosif-sarkozy-et-bhl-ont-entraine-la-france-dans-une-guerrevoulue-par-le-qatar-et-la-tunisie-leur-a-prete-la-main_a262.html.